

20 ans de "Tayisme"

Les trois facettes du président

Le 12 décembre dernier coïncidait avec le 20^e anniversaire de l'arrivée au pouvoir du président Maouya Ould Sid'Ahmed Taya, à la faveur d'une révolution de palais contre le président Mohamed Khouna Ould Haïdalla. Le peuple mauritanien, qui venait de connaître des années de répression aveugle, a eu l'impression que le tout nouveau patron du CMSN allait incarner le modernisme et l'ouverture, tant son premier discours marquait une nette rupture avec le vieux fondement, demeuré un mal structurel dans le tissu social: le tribalisme. Ould Taya y faisait allusion en termes de "Eq'beïlatt", diminutif de tribus en hassanya – et avec une bonne dose de mépris. Son règne fut marqué à la fois de modernisme, de dictature répressive et de démocratie sous haute surveillance.

Dès sa prise de pouvoir, le 12 décembre 1984, le nouvel homme fort du Comité Militaire de Salut National (CMSN), réputé calme, droit et surtout réservé, s'empresse de libérer les baathistes, les nasséristes et autres personnes qui peuplaient les prisons de son prédécesseur. Ils seront associés à la gestion du pouvoir, et parviendront même à noyauter les hautes sphères de l'Etat. Mais l'euphorie fut de courte durée. En septembre 86, le manifeste du négro-mauritanien opprimé, largement diffusé à l'étranger, remet sur le tapis la récurrente question nationale, demeurée insoluble depuis 1966. Coup de théâtre, le moderniste se transforme du jour au lendemain en nationaliste arabe défenseur de la communauté maure contre "la barbarie des négro-mauritaniens qui veulent sa perte". Les intellectuels négro-mauritaniens prennent alors le relais des nationalistes arabes dans les prisons du pays. C'est le début de la fin de la première

parenthèse du régime de Ould Taya. La marginalisation et la privation nourrissent un large sentiment de frustration au sein de la communauté négro-mauritanienne. L'onde de choc retentit jusque dans les rangs des militaires. Aussi, un groupe d'officiers issus de cette communauté envisage de renverser le régime (1987). Quelque temps avant l'heure, H, le complot est déjoué. Une première purge balaie l'armée et un procès vite expédié à J'réida se termine par l'exécution de trois accusés.

L'alliance avec le diable

Deux ans après, ce sont les douloureux événements d'avril 89 qui conduisent à la spoliation et à l'expulsion de plusieurs milliers de citoyens mauritaniens vers le Sénégal et le Mali. Les casernes sont de nouveau en ébullition, le pays frôle alors la guerre civile. Le passif humanitaire devient de plus en plus étouffant

quand les opinions publiques nationale et internationale découvrent l'exécution extra-judiciaire de plus de 500 militaires négro-africains au cours de la période courte d'octobre 90 à août 91.

En août 91, nouveau coup de théâtre. Isolé sur le plan international du fait de son soutien supposé à Saddam Hussein au cours de la première guerre du golfe, et fortement décrié sur la scène intérieure, Ould Taya décrète la démocratisation de son système et s'engage, à travers une constitution concoctée à la hâte et soumise à un referendum expéditif, à reconnaître les libertés individuelles et collectives.

En janvier 92, le colonel renonce à ses galons, dissout le fameux CMSN et se porte candidat à la présidentielle en perspective, sous les couleurs du Parti Républicain, Démocratique et Social naissant. Le scrutin du 24 janvier 92 est "émaillé" de fraudes. Le

Suite en page 3

20 ans de "Tayisme"

Les trois facettes du président

Suite de la Une

principal candidat de l'opposition. Ahmed Ould Daddah, conteste les résultats. La rue aussi. On manifeste à Nouakchott, et à Nouadhibou où les forces de l'ordre tirent dans le tas.

L'opposition s'inscrit alors dans la logique du boycott de toutes les compétitions électorales. Ould Taya se retrouve seul sur l'arène et aux commandes de sa démocratie. Il a ainsi le temps de réorganiser (surtout de réorienter) la scène politique selon son propre vouloir. La tribu jadis décriée est réhabilitée pour soutenir une démocratie en mal d'adhésion populaire. Un Parlement fut "désigné" pendant que les hautes sphères de l'Etat, les postes sensibles dans l'administration et les secteurs économiques se traitent en termes de clientélisme politique. La gestion de l'Etat en pâtit toujours. Dans sa quête de "légitimité internationale", le président franchit le pas que les mauritaniens n'ont jamais imaginé, en tout cas pas dans l'immédiat: établir des relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël. L'opposition crie au diable, mais inflexible, Ould Taya persiste et signe. C'est son point fort que lui concèdent ses détracteurs les plus acharnés: un personnage de caractère qui assume ses responsabilités. Pendant ce temps, la scène politique nationale est marquée par un blocage total. Il faudra attendre les législatives et les municipales de 2004 pour voir une éclaircie dans le processus démocratique.

Une transparence dans ces élections permet à l'opposition, devenue plus réaliste, d'accéder au Parlement et de gagner des sièges au niveau des conseils municipaux. La proportionnelle (à faible dose) est introduite à l'occasion. Mais l'éclaircie fut d'une courte durée. Les Sénatoriales de 2002 viennent remettre en cause les acquis d'octobre 2001. Et c'est le retour à la case départ.

En 2003, les islamistes sont massivement arrêtés sur fond de la guerre américaine contre le terrorisme "islamique". Un mois plus tard (juin 2003), le pouvoir essuie sa première véritable tentative de déstabilisation. C'est le début du cycle infernal des complots à répétition. La crise s'installe et le blocage devient de plus en plus inquiétant. Les germes de l'implosion éclosent. Août 2003, l'ex-président Ould Haïdalla lance un appel à l'unité nationale et souligne la nécessité d'un changement démocratique et pacifique. Un appel favorablement accueilli dans les différents milieux sociaux et politiques du pays. Haïdalla se porte candidat à la présidentielle de novembre 2003. Il sera, avec certains responsables de son staff de campagne, arrêté pour tentative de déstabilisation du pays. Il aura juste le temps de voter avant d'être reconduit en prison.

Après 20 ans passés à la tête de l'Etat, Ould Taya aura incarné à la

fois le tout et son contraire. Il aura ainsi été le premier parmi ses compagnons d'armes à dénoncer le recours à la tribu comme moyen de gouverner. Et pourtant Il aura été le premier à l'instrumentaliser afin d'asseoir sa démocratie. Fervent soutien de Saddam Hussein, il ne manquera pas de fermer la représentation diplomatique de celui-ci à Nouakchott, quand la chance tourna le dos à son ami d'antan. Tout comme il ne manquera pas de renvoyer tour à tour les baathistes et les nasséristes en prison, lui qui les avait pourtant élargis dès son accession au pouvoir. De ses revirements inattendus, les palestiniens savent quelque chose. Le président aura aussi décrété le premier le système démocratique dans le pays, mais il en sera également, selon ses adversaires, son fossoyeur à travers le trucage électoral, l'emprisonnement des leaders politiques, la dissolution des formations politiques, le musellement de la presse...

Une chose est pourtant incontestable: Ould Taya a façonné l'histoire de ce pays et aura compris, contrairement à ses prédécesseurs, que le pouvoir n'a pas d'amis, mais seulement des partenaires. Beaucoup d'hommes ont expérimenté avant lui cette option. Ould Taya aura réussi comme eux... à se maintenir. C'est l'essentiel, après tout.